

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2014**

**Nombre de Conseillers : 17**

**Présents : 12**

**Pouvoir : 2**

L'an deux mille quatorze et le vingt-quatre février, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

**PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, PELLERIN Annick, LAMBERT CONSTANT Eliane, BESSONE Eric, DOTTA Stéphane, BUISINE Serge, LACREUSE Brigitte, HILY Guy.**

**Absents et excusés :**

**LEBORGNE Sylvie, (pouvoir à UVERNET Gabriel)**

**EGENSCHWILLER Sabine, (pouvoir à Annick PELLERIN)**

**MATI Chantal,**

**GIROUD Patrick,**

**FILERI Grégory.**

**Désignation du secrétaire de séance : M. Eric GARCIA**

**Lecture du compte rendu : Adopté avec observations :**

- Pour la délibération n° 12, lire dans le dernier commentaire de Monsieur Eric GARCIA : « .....équilibre • » et non « .....équilibre, ».

**Lecture des décisions :**

- Attribution du marché public alloti 013/S01, assurances, à la SMACL.
- Attribution du marché public 013/T04, réhabilitation de la station d'épuration communale, à l'entreprise Occitane d'Environnement.
- Attribution du marché public alloti 014/S01, mission de contrôle technique et SPS dans le cadre de la réhabilitation de la station d'épuration communale.  
Lot n° 1 « mission contrôle technique » à la société Qualiconsult SAS.  
Lot n° 2 « mission de coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs (SPS) » à la société Socobat.

### **1. DEMANDE DE SUBVENTION APRES LA CATASTROPHE NATURELLE DU 18 AU 20 JANVIER 2014**

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que par suite aux inondations du 18 au 20 janvier 2014, la Commune du Thoronet lourdement affectée par ces intempéries

a pu bénéficier de la reconnaissance de son territoire en état de catastrophe naturelle, par arrêté ministériel du 31/01/2014.

Aujourd'hui, les travaux municipaux pour la remise en état des infrastructures publiques endommagées, en priorité la voirie sont d'un montant de 295 800 € H.T, montant déterminé par le bureau d'études ECVR INFRA. (montant incluant les frais du bureau d'Etudes 600€ H.T).

De par le caractère imprévisible de ce phénomène climatique, la Commune n'avait pas budgété une telle dépense, qui revêt cependant indispensable pour prémunir les administrés de toute dangerosité.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée délibérante de solliciter l'aide du Conseil Général, de l'Etat, du Conseil Régional ainsi que l'Agence de l'eau pour l'obtention d'une subvention la plus élevée possible.

**Vu** l'arrêté interministériel du 31 janvier 2014 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour 19 communes varoises dont le Thoronet,

**Considérant** les dégâts subis par le territoire, causés par les pluies diluviennes du 18 au 20 janvier dernier,

**Considérant** que les voies du domaine communal ont été fortement endommagées,

**Considérant** l'urgence de sécuriser ces dernières,

**Considérant** que ces biens sont non assurables,

Monsieur le Maire propose le plan de financement prévisionnel du projet comme suivant :

	Montant	%
Agence de l'eau	14 790,00 €	5
Conseil Général	88 740,00 €	30
Etat	118 320,00 €	40
Conseil Régional	14 790,00 €	5
Autofinancement Commune du Thoronet	59 160,00 €	20
<b>TOTAL :</b>	<b>295 800,00 €</b>	<b>100</b>

La collectivité s'engage à prendre en charge, le cas échéant, la différence entre le taux maximum des subventions sollicité et le taux réellement attribué.

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De charger Monsieur le Maire de réaliser les dossiers de demandes de subventions,

**ARTICLE SECOND : De charger** Monsieur le Maire de procéder aux travaux de réfection des divers chemins, après autorisation des divers organismes financeurs.

**Adopté à l'unanimité**

**2. CONVENTION DE PARTENARIAT CINEMA ITINERANT AVEC LA  
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FOL DU VAR AU TITRE DE L'ANNEE  
2013**

Monsieur Eric GARCIA, Adjoint délégué aux finances et à la jeunesse et aux sports, rappelle au Conseil Municipal qu'une convention de partenariat est renouvelée chaque année au profit de la ligue de l'Enseignement « Fédération des Œuvres Laïques du Var ».

Cette convention a pour objet le soutien de l'activité cinématographique dans la Commune du Thoronet.

Monsieur Eric GARCIA dresse le bilan de l'activité.

La programmation est régulière et d'actualité et la F.O.L. propose le renouvellement de ce contrat qui stipule 15 jours d'intervention pour un montant annuel de 1931 euros.

Un débat s'instaure s'agissant des tarifs applicables notamment aux moins de 14 ans et la baisse de fréquentation enregistrée.

Monsieur Serge BUISINE délivre une analyse argumentée s'agissant du comparatif entre la hausse des tarifs appliqués par la FOL, la baisse de fréquentation à l'échelle nationale et celle l'échelle thoronéenne plus importante. Il souhaite connaître les raisons pour lesquelles le tarif de 4€ pour les moins de 14 ans appliqué au niveau des grands cinémas tels qu'à Toulon ou Draguignan, ne trouve pas de correspondance au Thoronet.

Monsieur Eric GARCIA indique que le tarif de 4€ est une décision unilatérale du gouvernement, applicable uniquement dans les grands cinémas, si la FOL l'appliquait, il y aurait une perte de plus de 20000€. D'ailleurs, les tarifs précités ne s'appliquent qu'à quelques séances, le matin.

Il indique qu'il s'agit d'un service à la disposition des thoronéens si à un moment donné on voit une chute dans la fréquentation, il faudra le revoir.

Monsieur Serge BUISINE conclut en indiquant qu'il faut défendre au maximum le service et l'accès à la culture, cependant, il faut veiller à l'équilibre entre la demande d'augmentation des subventions et la baisse des spectateurs.

Tous s'accordent pour revoir le fonctionnement et la programmation.

**Après avoir délibéré, le Conseil municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : De renouveler** la convention de partenariat du Cinéma itinérant proposée par la F.O.L. au titre de l'année 2013,

**ARTICLE SECOND : D'autoriser** Le Maire à signer la convention avec la F.O.L. pour un montant annuel de 1931 euros, qui permet la projection de 15 œuvres cinématographiques.

**Adopté à l'unanimité**

**3. CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA PASSATION DU MARCHE DE PRESTATION DE SERVICE POUR LA REALISATION DES DIAGNOSTICS ACCESSIBILITE - AUTORISATION DE SIGNATURE DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DU VAR**

**Considérant** la consultation relative à la passation de marchés de prestation de service pour la réalisation de diagnostics accessibilité initiée le 03/01/2014 avec une date de remise des offres fixée au 28/01/2014 ;

**Considérant** que le Président de la Communauté de communes Cœur est chargé par la convention constitutive du groupement de commande de signer les dits marchés au nom des membres du groupement ;

**Considérant** qu'à l'issu du Rapport d'Analyse des Offres du 7 février 2014, le marché a été attribué au bureau d'études :

- **CRYNALIDE** pour un montant de 20 138,42 € T.T.C. (4 154,41€ pour Besse/Issole ; 426 € pour Cabasse ; 4 288,23 € pour le Cannet des Maures ; 2 385,23 € pour Carnoules ; 2 057,31 € pour Gonfaron ; 3 547,62 € pour Pignans ; 2 193,74 € pour Le Thoronet et 1 085,88 € pour la Communauté de communes Cœur du Var).

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : D'approuver** l'exposé ci-dessus.

**ARTICLE SECOND : D'autoriser** Monsieur le Président de la Communauté de communes Cœur du Var à signer le marché de prestation de service pour la réalisation de diagnostics accessibilité avec **CRYNALIDE**.

Le marché est conclu pour une période de 4 mois à compter de la date de notification du marché.

**ARTICLE TROISIEME:** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2014.

**Adopté à l'unanimité**

#### **4. SUBVENTION ECOLE DE MUSIQUE DU THORONET**

**Vu** la délibération en date du 13 mai 2013 portant sur le vote des subventions au profit des associations,

**Vu** les statuts déposés de l'association « Ecole de Musique du Thoronet » ayant pour vocation le développement de l'éducation musicale à travers l'enseignement du piano, guitare, batterie, solfège et pour les plus petits par le cours d'éveil musical,

**Vu** la délibération en date du 30 septembre 2013 portant sur le vote d'une subvention d'un montant de 3000 € à l'association « Ecole de musique du Thoronet » au titre de la période septembre 2013- juin 2014,

**Considérant** l'intérêt que représente l'action de cette association nouvellement créée,

**Considérant** la demande de Mme Brun, pour l'obtention d'une subvention supplémentaire afin de pouvoir réaliser les paiements de l'URSSAF,

**Considérant** que ce montant n'était pas prévu dans le budget de l'association,

Monsieur le MAIRE rappelle aux membres du Conseil municipal que l'Assemblée délibérante a voté à l'unanimité en mai dernier une provision d'un montant de 3000 € en vue de l'attribution à l'association « Ecole de Musique du Thoronet » ; cette dernière ayant déposé ses statuts depuis et débuté son activité, la dite subvention a été attribuée le 30/09/2013.

Lecture du courrier de la Présidente de l'association.

Mme Elisabeth WEISS indique que par égalité entre toutes les associations, il conviendrait d'adopter la subvention au moment du budget primitif en avril prochain, il faut que toutes les associations bénéficient du même traitement.

Monsieur GARCIA indique qu'au cours de réunions auxquelles étaient présents notamment Mmes BERGEZ, PELLERIN, M. GARCIA, il était convenu que l'association bénéficierait d'une subvention en deux temps ; ceci était relayé au sein des conseils municipaux précédents.

Monsieur le MAIRE propose de verser les 3000 euros complémentaires au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2014 car l'association connaît des difficultés. La nouvelle équipe municipale élue se déterminera ensuite. Il attend que l'Ecole de musique soit ouverte au plus grand nombre de thoronéens sans restrictions.

**Après un tour de table et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : D'attribuer** à l'association Ecole de Musique du Thoronet la somme de 3000 euros au titre du premier semestre 2014.

**Adopté à l'unanimité des voix exprimées**

Une abstention : Mme Weiss.

## **5. CONTRATS D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES ET C.D.G. 83**

**Vu** la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment prise en son article 26,

**Vu** le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

**Vu** le Code des Marchés Publics issu du décret n°2006-975 en date du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié.

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE : De charger** le Centre de Gestion du Var de conclure un contrat groupe ouvert à adhésion facultative et se réserve la faculté d'y adhérer, auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

### **Adopté à l'unanimité**

## **6. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 15/06/2009 PORTANT SUR « TARIFS 2009, PARTICIPATION AUX FRAIS DE BRANCHEMENT SUR LE RESEAU D'EAU », SUITE AU CHANGEMENT DE T.V.A.**

**Considérant** la loi de finances rectificatives pour 2013 (publiée au Journal officiel le 30 décembre 2013) modifiant les taux de T.V.A.,

Monsieur le maire expose que les montants des participations aux frais de branchement sur le réseau d'eau potable sont exprimés au sein de la délibération du 15/06/2009 en H.T. et en T.T.C..Au regard de la loi susvisée, il y a lieu de procéder à la modification de la délibération susvisée et fixer les tarifs en H.T..

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : De ne pas modifier** les tarifs H.T. adoptés en 2009 comme suivant :

<b>Participation aux frais de branchements</b>	<b>H.T.</b>
pour les compteurs Ø 15 :	1434
pour les compteurs Ø 20 :	1820
pour les compteurs Ø 25 :	2040
pour les compteurs Ø 30 :	2757
pour les compteurs Ø 40-50 :	4410
pour les compteurs Ø 65:	5733
pour les compteurs Ø 80 :	6009
pour les compteurs Ø 100 :	7112

*Ø s'entend comme le calibre du compteur.*

**ARTICLE SECOND : De ne plus faire apparaître** les montants TTC, les taux en vigueur s'appliquant automatiquement.

**Adopté à l'unanimité**

**7. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 15/06/2009 PORTANT SUR  
« TARIFS 2009, ABONNEMENTS », SUITE AU CHANGEMENT DE T.V.A.**

**Considérant** la loi de finances rectificatives pour 2013 (publiée au Journal officiel le 30 décembre 2013) modifiant les taux de T.V.A.,

Monsieur le maire expose que les montants des abonnements sur le réseau d'eau potable sont exprimés au sein de la délibération du 15/06/2009 en H.T. et en T.T.C.. Au regard de la loi sus visée, il y a lieu de procéder à la modification de la délibération susvisée et fixer les tarifs en H.T..

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : De ne pas modifier** les tarifs H.T. adoptés en 2009 comme suivant :

<b>Abonnement annuel</b>	<b>H.T.</b>
pour les compteurs Ø 15 :	30 €
pour les compteurs Ø 20 :	37,14 €
pour les compteurs Ø 25 :	64,83 €
pour les compteurs Ø 30 :	148,39 €
pour les compteurs Ø 40-50 :	649,57 €
pour les compteurs Ø 65:	1 206,30 €
pour les compteurs Ø 80 :	1 295,94 €
pour les compteurs Ø 100 :	1 401,42 €

*Ø s'entend comme le calibre du compteur.*

**ARTICLE SECOND : De ne plus faire apparaître** les montants TTC, les taux en vigueur s'appliquant automatiquement.

**Adopté à l'unanimité**

**8. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 07/11/2005 PORTANT SUR  
« MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX DES TRAVAUX  
EFFECTUES PAR LE SERVICE DE L'EAU POUR LE COMPTE  
D'ADMINISTRES », SUITE AU CHANGEMENT DE T.V.A.**

**Considérant** la loi de finances rectificatives pour 2013 (publiée au Journal officiel le 30 décembre 2013) modifiant les taux de T.V.A.,

Monsieur le maire expose que les montants du bordereau de prix des travaux effectués par le service de l'eau pour le compte d'administrés sont exprimés au sein de la délibération du 7/11/2005 en H.T. et en T.T.C.. Au regard de la loi sus visée, il y a lieu de procéder à la modification de la délibération susvisée et fixer les tarifs en H.T..

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : De ne pas modifier** les tarifs H.T. adoptés en 2005 comme suivant :

OBJET	HT
Heure de main d'œuvre	20 €
Heure de camion	38 €
Heure de chargeur	33 €
Heure de compresseur	30 €
Heure de tractopelle	42 €
Heure de brise roche	75 €

**ARTICLE SECOND : De ne plus faire apparaître** les montants TTC, les taux en vigueur s'appliquant automatiquement.

**Adopté à l'unanimité**



**9. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T: AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A HAUTEUR DE 25% DU BUDGET PRINCIPAL 2013**

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au BP 2013 hors remboursement de dettes, en € T.T.C.	393 431,67 €
Montant pouvant être affecté en € T.T.C.	393 431,67 € x 25 % = 98 357,92 €

Monsieur le Maire présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT TTC
MISE A JOUR CADASTRALE-NUMERISATION PLAN DE ZONAGE	2051	2 118,00 €
HONORAIRES DOSSIERS DEMANDES PERMIS CONSTRUIRE	2031	1 500,00 €
CABINET D'ETUDES POUR EVALUATION CHEMINS APRES CATASTROPHES NATURELLES	2031	720 €
FORMATION GEOSPHERE	2051	2 286,00 €
<b>TOTAL CHAPITRE</b>	<b>20</b>	<b>6 624,00 €</b>
CHEMIN LE GEAS DES MOURES	2112	600,00 €
MISE A JOUR DES PLANS PARCELLAIRES	2112	4 380,00 €
RENOVATION LOGEMENTS SOCIAUX	2132	13 800,80 €
REFECTION DIVERS CHEMINS	2151	10 455,60 €
CHEMIN DES MESSUGUES	2151	3 260,40 €
PANNEAUX SIGNALISATION + SECURITE	2151	6 000,46 €
EPINGLES DE PROTECTION "RUE DES MESSUGUES"	2152	199,20 €
BANCS	2152	990,00 €
SIGNALETIQUE DE RUE	2152	3 259,60 €
BUREAU + CHAISES POUR MDJ	2183	300,00 €
BANCS	2184	171,36 €
MACHINE A GLAÇONS POUR SALLE SOLDANI	2184	2 000,40 €
ECLAIRAGE HAMEAU DES FERAUDS	21534	456,30 €
RACCORDEMENT DES CANDELABRES RUE DU CHATEAU	21534	1 350,00 €
MATERIEL ET MOBILIER ECOLE	2184 et 2188	2 558,39 €
PROTECTIONS POTEAUX PREAUX ECOLE	21312	808,26 €
IMPLANTATION ET REMPLACEMENT BOITES AUX LETTRES HAMEAUX ET QUARTIERS	2152	10 000 €
<b>TOTAL CHAPITRE</b>	<b>21</b>	<b>60 590,77 €</b>
TRAVAUX EXTENSION ECOLE	2313	5 092,56 €
MISE EN SECURITE DE LA CUVE DES SERVICES TECHNIQUES	2313	4 000 €

REVETEMENT ECOLE ET CRECHE (DALLES DU SOL)	2313	15 000 €
MENUISERIE INTERIEURE ECOLE	2313	2 148,48 €
<b>TOTAL CHAPITRE</b>	<b>23</b>	<b>26 241,04 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>93 455,81 €</b>

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : D'autoriser** le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 93 455,81 € T.T.C., le vote étant réalisé par chapitre.

**ARTICLE SECOND :** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

**Adopté à l'unanimité**

**10. ARTICLE L1612-1 DU C.G.C.T: AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A HAUTEUR DE 25% DU BUDGET EAU POTABLE 2013**

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code Général des Collectivités territoriales.

Article L1612-1 modifié par ordonnance n° 2009-1400 du 17/11/2009-art 3 le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique : l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation précise le montant et l'affectation des crédits, lesquels sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est alors en droit de payer les mandats et recouvrer les titres des recettes émis.

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de :

Montant des crédits ouverts au BP 2013 hors remboursement de dettes en € T.T.C	207 050,00 €
Montant pouvant être affecté en € T.T.C	207 050,00 € x 25 % = 51 762,50 €

Monsieur le Maire présente les dépenses d'investissement par chapitre et articles :

DESIGNATION	ART/CHAP.	MONTANT TTC
Fournitures de levage	2158	307,18 €
Armoire électrique	2156	8 400 €
Conduite eau les Mauniers de Lorgues	2156	24 000 €
Intervention d'urgence pour le remplacement disjoncteur	2158	3 194,40 €
<b>TOTAL CHAPITRE</b>	<b>21</b>	<b>35 901,58 €</b>

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'autoriser le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses indiquées ci-après, pour un montant total de 35 901,58 € T.T.C., le vote étant réalisé par chapitre.

**ARTICLE SECOND** : que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif lors de son adoption.

**Adopté à l'unanimité**

**11. INDEMNITE DE BUDGET ATTRIBUEE AU TRESORIER PUBLIC**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 prévoit l'attribution d'une indemnité pour la confection des documents budgétaires aux comptables du Trésor exerçant des fonctions de receveur municipal.

Son montant est fixé à 30,49 € pour les communes ne disposant pas d'un secrétaire de Mairie à temps plein et à 45,73 € dans le cas contraire.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

## **DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'attribuer à Monsieur Jean-Pierre PATARD, receveur municipal en poste à compter du 20 janvier 2014, l'indemnité pour la confection des budgets au prorata de la période débutant le 20 janvier 2014.

**Adopté à l'unanimité**

### **12. INDEMNITE DE CONSEIL ATTRIBUEE AU TRESORIER PUBLIC.**

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 prévoit l'attribution d'une indemnité de conseil aux Comptables du Trésor exerçant des fonctions de Receveur Municipal, et autorisés à fournir aux collectivités territoriales des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

Son montant est calculé conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté précité (application du barème à la moyenne des dépenses réelles des 3 derniers exercices) et son attribution est fixée en pourcentage de ce montant.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

## **DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'attribuer à Monsieur Jean-Pierre PATARD, receveur municipal en poste depuis le 20 janvier 2014, l'indemnité de conseil dans les conditions définies ci-dessus au taux de 100 % au prorata de la période débutant le 20 janvier 2014.

**Adopté à l'unanimité**

### **INFORMATIONS DIVERSES**

#### **Par Monsieur le Maire :**

- Lecture courrier portant sur la création d'une entreprise, sur la commune, par Melle BUSTOS Elodie.
- Lecture courrier d'un administré portant sur des désagréments liés à la chasse.
- Lecture courrier de la SCEA « la Martinette » portant sur l'organisation d'un triathlon le 28 juin 2014.

- Lecture courrier signés par plusieurs administrés, adressé au Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.), portant sur un problème d'épandage aux Rimades.

**Par Monsieur MARTIN Alain :**

- Le syndicat d'Entraques sera reçu en mairie le 4 mars 2014 prochain, le Syndicat intercommunal d'Electrification le 6/03/2014

**Par Madame WEISS Elisabeth :**

- Lors du passage du tour du Haut Var au Thoronet, Monsieur Raymond POULIDOR a dégusté les vins du Thoronet et a été ravie de l'accueil notamment des élus du Thoronet.

**Par Monsieur HILY Guy :**

« Je souhaitais saluer pour dernier conseil municipal, la docte assemblée.

Cela fait 19 ans que je siége au conseil municipal, trois mandats !

Je ne peux pas saluer la plus ancienne, aujourd'hui absente, j'ai de très bons souvenirs de cette assemblée. Je souhaite à tous ceux réunis autour de cette table, majorité et opposition, car de par les nouvelles modalités d'élections, vous connaîtrez cette nouvelle composition, un très bon travail.

J'ai été honoré de travailler avec vous tous ».

**Monsieur le Maire conclut la séance par ces mots :**

« Je tiens à vous remercier toutes et tous, pour votre excellent travail, mené tous ensemble. Nous avons travaillé unis, presque toutes les délibérations ont été votées à l'unanimité, et celles qui ne l'ont pas été sont pour moi l'expression de la démocratie et pour moi, c'est plus important.

Je vous remercie donc de m'avoir fait confiance depuis 25 ans ».

**Séance clôturée à 19h40.**

**Le secrétaire de séance**

**M. Eric GARCIA**